K0273554

1. No et date d'enregistrement de la cassette : AV/924 (0077) du 19/4/94

2. Identité de la cassette : Emission de Radio Rwanda

FRENCH TRANSLATION

(REVISED VERSION OF K016-9855)

FACE A

Orateur : Aimable Sibomana

S'agissant de la situation sur le front, il ressort des informations fournies par le Ministère de la défense qu'il n'y a pas eu de combats importants pendant la journée d'hier, lundi. Dans la zone de combats de Rulindo, les Forces armées rwandaises ont encore une fois vu des mercenaires blancs qui combattent aux côtés du FPR Inkotanyi, mais, même dans cette zone, il n'y a pas eu de combats importants.

Dans la zone de combats de Ruhengeri, le Ministère de la défense nationale nous apprend que les militaires qui sont au front, nos militaires bien entendu, ont aperçu un hélicoptère de marque (inaudible) utilisé par l'armée ougandaise.

Hier, dans la région de Gasanze, vers Nyacyonga, un groupe de militaires du FPR Inkotanyi a tué 12 civils innocents.

Dans les zones de combat de Byumba et de Kayonza, il n'y a pas eu de combats importants hier.

La situation est de plus en plus calme à Kigali, de façon que les gens peuvent sortir pour faire des achats ou pour rendre visite à leurs amis et parents.

Continuons à prier Dieu et à compter sur lui, afin qu'il nous aide à sortir de ces moments difficiles. La guerre, les massacres et les troubles ne profitent à personne. Seul Dieu est grand.

Le Gouvernement tanzanien souhaiterait qu'à la fin de cette semaine, une réunion soit organisée à Arusha, entre les délégations de notre armée et de l'armée du FPR Inkotanyi,

en vue d'examiner les voies et moyens à mettre en oeuvre pour que les combats cessent et que la paix soit rétablie au Rwanda. Ce souhait du Gouvernement tanzanien a été rendu public par le Ministère des affaires étrangères de ce pays. Toutefois, ce ministère n'a pas donné de détails quant à la réaction des deux parties en conflit s'agissant de cette proposition. Toujours selon les autorités tanzaniennes, si cette réunion d'Arusha entre les délégués des Forces armées rwandaises et du FPR-Inkotanyi se tient à la fin de cette semaine, ses travaux seront suivis également par des représentants de la Belgique, des Etats Unis d'Amérique, de la France, de l'Ouganda, du Zaïre et de la Zambie.

Nous vous rappellons que la Tanzanie faisait office de médiateur dans les négociations entre le Gouvernement rwandais et le FPR Inkotanyi, qui ont abouti aux Accords de paix d'Arusha le 4 août 1993. Vous vous rappellerez que ces Accords prévoient la mise en place des institutions de transition à base élargie, à savoir, une assemblée nationale et un gouvernement de transition à base élargie mais jusqu'à présent, il n'a pas été possible de mettre ces institutions en place. Au contraire, depuis deux semaines maintenant, les combats ont repris.

Les deux parties en conflit devraient tenir compte des larmes versées par les Rwandais et tout faire, chacune de son côté, pour que les combats cessent.

(Indicatif du journal parlé en français)

Orateur : Ephrem Rugiririza, Journaliste de Radio Rwanda

Bonjour ! Près de deux semaines après la disparition tragique du Président de la République Rwandaise, Son Excellence le général major Juvénal Habyarimana, nous

vivons toujours la guerre qui nous a été de nouveau imposée par le Front Patriotique Rwandais. Comment se présente la situation sur le front aujourd'hui? Abdallah Nzabonimpa, vous avez été ce matin au briefing, au point de presse tenu quotidiennement par la Cellule d'information du Ministère de la défense. Comment se présente la situation ?

Orateur : Abdallah Nzabonimpa, Radio Rwanda

En effet, aujourd'hui, la celulle d'information du Ministère de la défense nationale nous a dit que la situation n'a connu aucun changement par rapport à celle d'hier, c'est-à-dire, sur tous les fronts, sauf quelques accros ..., quelques accrochages entre les ...(inaudible) de deux parties et surtout on parle d'accrochages, de quelques accrochages sur le front de Rulindo où les Forces Armées Rwandaises ont pu observer encore une fois les mercenaires blancs du côté du FPR.

Orateur : Ephrem Rugiririza, Journaliste de Radio Rwanda

Et nous signalons à l'intention de nos auditeurs, Abdallah Nzabonimpa, que ce n'est pas la première fois que des figures blanches sont observées par nos forces armées sur le front aux côtés du Front Patriotique Rwandais. Et pour la suite ?

Journaliste : Abdallah Nzabonimpa

Parfaitement, euh... à Ruhengeri, une fois encore d'après la cellule d'information du Ministère de la défense, aujourd'hui encore une fois euh ...nous a signalé que les militaires au front, à Ruhengeri, ont pu observer encore une fois un hélicoptère de

marque (inaudible) utilisé normalement par l'armée ougandaise, la NRA, derrière les rangs du FPR. Ces avions sont considérés par les Forces Armées Rwandaises comme amenant ou apportant des aides ou servant à évacuer les blessés du côté du FPR. Donc, c'est pas clair, (inaudible) les missions de ces avions de l'armée ougandaise qui sont observés derrière les rangs du Front Patriotique Rwandais.

Orateur : Ephrem Rugiririza, Journaliste de Radio Rwanda

Donc l'Ouganda est de plus en plus impliqué dans ce conflit. Comment se présente la situation à Byumba et à Kigali ?

Orateur : Abdallah Nzabonimpa.

A Byumba et à Kigali, la cellule d'information nous a dit que rien, rien, absolument rien, euh... pour la journée d'hier, mais la cellule d'information se demande elle aussi mais qu'est ce qui se passe finalement, mais elle nous a dit catégoriquement, elle a été catégorique, cette cellule, sur la situation à Byumba et à Kigali que rien, rien ne s'est passé hier.

Orateur : Ephrem Rugiririza, Journaliste de Radio Rwanda.

Donc, merci Abdallah Nzabonimpa. Pour tout ramasser en une seule phrase, les Forces armées rwandaise restent maîtresses de la situation sur tous les fronts.

Orateur : Jules Maurice Kagina

Les dirigeants de notre pays continuent d'adresser des messages aux Rwandais, pour les inviter à cesser les troubles , à faire preuve de tolérance, et pour rassurer ceux qui ont été déplacés suite aux troubles. C'est dans ce cadre que le Président de la République, Son Excellence le Dr Théodore Sindikubwabo a visité hier les préfectures de Gikongoro et de Butare.

D'après les informations émanant du Ministère de la défense, il n'y a pas eu d'importants combats hier lundi, dans les zones de combats.

Le Gouvernement tanzanien souhaite qu'à la fin de cette semaine, il y ait une réunion entre les représentants des Forces armées rwandaises et ceux du FPR Inkotanyi à Arusha pour examiner les voies et moyens à mettre en oeuvre afin d'arrêter les combats au Rwanda. Vous êtes en compagnie de ...(interruption).

Le Gouvernement tanzanien souhaite qu'il y ait une réunion entre les délégués de Forces armées rwandaises et ceux du FPR Inkotanyi à Arusha à la fin de cette semaine, pour examiner ensemble comment arrêter les combats au Rwanda et rétablir la paix dans notre pays.

Ce souhait du Gouvernement tanzanien a été rendu public par le Ministère tanzanien des affaires étrangères. Toutefois, ce ministère n'a pas fourni de détails sur la réaction des deux parties s'agissant de cette proposition.

Toujours selon les autorités tanzaniennes, si cette réunion a lieu, ses travaux seront suivis par les représentants de la Belgique, des Etats Unis d'Amérique, de la France, de l'Ouganda, du Zaïre et de la Zambie.

Nous vous rappelons que la Tanzanie faisait office de médiateur dans les négociations entre le gouvernement rwandais et le FPR Inkotanyi qui ont abouti aux Accords de paix d'Arusha signés le 4 août 1993 par les deux parties. Ces négociations prévoient la mise en place des institutions de transition à base élargie, c'est-à-dire l'assemblée nationale et le gouvernement de transition à base élargie. Cependant, jusqu'à présent, il n'a pas été possible de mettre en place ces institutions. Par contre, depuis deux semaines maintenant, les combats ont repris. Les deux parties en conflit devraient tenir compte des larmes versées par les Rwandais et tout faire, chacun de son côté, pour arrêter les combats.

Dans le cadre de la recherche de la paix pour le Rwanda, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le Dr Jacques Roger Booh Booh, a déclaré hier que les Nations Unies n'abandonneront jamais le Rwanda dans la recherche de solutions à ses problèmes.

... L'OXFAM qui a son siège à Oxford, en Angleterre enverra....

Orateur : Jean Baptiste Bamwanga, journaliste de Radio Rwanda

.... ont suivi cette cérémonie. Un long discours, détaillant l'historique de cette guerre, a été délivré par Jean KAMBANDA à l'intention des bourgmestres des communes de la préfecture de Butare. Ecoutons ce discours.

Orateur : Jean KAMBANDA.

Excellence Monsieur le Président de la République, Excellences Messieurs les Ministres, Monsieur le Préfet, Messieurs les Bourgmestres, Chers habitants de Butare qui participent à cette réunion, je voudrais d'abord vous saluer. (Applaudissements).

Nous vivons actuellement une période difficile de guerre, comme vous l'avez souvent entendu sur les ondes de la Radio Rwanda ces derniers temps. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, le Gouvernement et le Premier Ministre ont décidé de venir ici à Butare pour vous présenter votre nouveau préfet mais aussi pour vous rassurer, et vous expliquer la nature de cette guerre.

Toutefois, avant de poursuivre, j'aimerais d'abord vous présenter certains des ministres du Gouvernement qui a été mis en place le 9 courant. Tous n'ont pas pu faire le déplacement car certains sont en mission. En effet, comme je vous l'ai dit au début, nous traversons des moments difficiles, et pour cette raison beaucoup de ministres sont en mission à l'étranger ou à l'intérieur du pays, pour essayer de ramener la paix et la sécurité dans ce pays. Je commence par le côté droit pour vous présenter le Ministre de la justice, Madame Agnès Ntamabyariro (Applaudissements). Elle est suivie par le Ministre de l'enseignement primaire et secondaire (Applaudissements). Ensuite, nous avons le

Ministre de l'information. A gauche, je vois le Ministre de la fonction publique, suivi du Ministre du commerce et de l'artisanat et du Ministre de la famille et de la promotion féminine. Ensuite, il y a le Ministre des transports et des communications et enfin, le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts.

Comme vous pouvez le constater, tous les membres du gouvernement ne sont pas présents. Seuls sont présents ceux qui ont pu se libérer pour venir participer avec nous à la cérémonie de présentation du nouveau préfet et pour vous expliquer l'historique de cette guerre. Comme vous l'avez tous appris, les troubles ont commencé le 7 courant suite à la mort de celui qui était le Président de la République rwandaise, Son Excellence le général major Juvénal Habyarimana. Je voudrais saisir cette occasion pour vous demander de vous lever pour observer une minute de silence à la mémoire de ce héros qui s'est sacrifié pour notre pays.

Je vour remercie. Le Président de la République a été assassiné par des criminels dont on ignore encore l'identité, alors qu'il rentrait d'une réunion qui s'était tenue à Dar es-Salaam. A bord de cet avion, il y avait également Son Excellence le Président de la République du Burundi ainsi que les membres de leurs délégations. Il n'y a pas eu de survivant parmi les gens qui étaient dans cet avion. Dès que les Rwandais ont appris cette nouvelle dans la matinée du 7, bon nombre d'entre eux sont descendus dans les rues et ont provoqué des troubles pour manifester leur chagrin. Ces troubles ont causé des dégâts matériels et ont emporté des vies humaines dont celle du Premier Ministre, Son Excellence Madame Agathe Uwilingiyimana.

Comme vous vous en souvenez, conformément aux Accords d'Arusha, les Inkotanyi avaient été logés dans le palais du Conseil national de développement. Ils sont donc sortis de ce palais et ont lancé une attaque contre l' armée rwandaise, contre la garde présidentielle dont le camp se trouve à Kimihurura. C'est ainsi que la guerre a commencé dans la ville de Kigali et à ce moment-là, il y avait toujours des troubles. A cette date du 7, dans la matinée, les Forces armées rwandaises ont mis sur pied un comité qu'ils ont appelé " Comité de crise " dont l'objectif était de rétablir la sécurité et de remettre les institutions en place parce que, comme je l'ai dit, le Président de la République avait trouvé la mort dans cet avion. Madame Agathe Uwilingiyimana qui était Premier Ministre, avait, elle aussi, été tuée dans les troubles.

Il était alors nécessaire que certaines personnes prennent le pouvoir pour essayer de ramener le calme dans le pays. Le comité de crise a été formé le 7 et le 8, il a convoqué tous les responsables des partis politiques pour essayer de voir ensemble, comment mettre en place les institutions. La question que beaucoup de gens se posaient est la suivante : « Pourquoi n'ont-ils pas mis directement en application les Accords d'Arusha ? Dans ce cas, le parti qui avait donné le candidat à la présidence, à savoir le MRND, aurait présenté un autre candidat et puisque le Premier Ministre désigné par les Accords d'Arusha, Monsieur Faustin TWAGIRAMUNGU était en vie, ils auraient alors mis en place un gouvernement de transition élargi au FPR. » Sur ce point, j'aimerais informer tous les bourgmestres que ceux qui disent cela n'ont pas bien analysé ou bien lu les Accords d'Arusha.

Dans les Accords d'Arusha, il n'avait pas été prévu que le Président de la République pouvait mourir avant leur mise en application. Il n'avait pas été du tout prévu que le Président de la République pouvait mourir avant la mise en application des Accords d'Arusha. Ce qui était prévu, c'était simplement le remplacement du Président de la République après l'entrée en vigueur des Accords d'Arusha. Cela veut donc dire qu'ils ne pouvaient pas se servir des accords d'Arusha comme prétexte parce que cette circonstance inattendue n'avait pas été prévue.

La deuxième raison, d'après ce que les responsables du MRND nous ont dit, est que selon les statuts de leur parti, ils doivent convoquer le congrès du parti pour désigner un candidat à la présidence de la République. Vous avez appris que les troubles faisaient alors rage dans la ville de Kigali et que les combats avaient repris entre le FPR Inkotanyi et les Forces armées rwandaises. Il aurait été donc difficile de convoquer un congrès de ce parti pour désigner un candidat. Sans oublier que cela n'était même pas prévu comme je l'ai dit plus tôt.

La troisième raison qui a fait que l'on n'attende pas la mise en application des Accords d'Arusha est qu'il était urgent de mettre en place les institutions afin de rassurer la population. En effet, les troubles et la guerre faisaient rage, et beaucoup de personnes étaient en train de mourir.

Alors le comité de crise, les hauts officiers militaires, ont invité les responsables des partis politiques qui participaient au gouvernement de Mme Agathe Uwilingiyimana à

mettre en place un nouveau gouvernement le plus vite possible. C'est dans ce cadre qu'ils ont d'abord nommé le Président de la République en appliquant la Constitution de 1991 qui prévoit qu'en cas d'empêchement, le Président de la République est remplacé par le président du Conseil national de développement. C'est cela qui est prévu par la Constitution actuellement en vigueur, pas par les accords d'Arusha. C'est cet article qui a été appliqué et ainsi, le Président du CND, le Docteur Théodore Sindikubwabo, fut nommé Président de la République. Félicitons-le. (Applaudissements).

Après sa nomination et conformément à la Constitution, le Président de la République, à son tour, a demandé au parti dont le Premier Ministre était membre, de désigner un autre candidat. Ce parti, le MDR m'a désigné comme candidat, moi KAMBANDA. Le Président de la République ainsi que les partis politiques ont approuvé ma nomination et alors, le Président de la République m'a demandé de mettre en place un gouvernement le plus vite possible. Avec l'accord des partis politiques, nous avons mis en place un gouvernement dont certains membres viennent de vous être présentés. Ce gouvernement a été formé dans des circonstances difficiles parce qu'au moment où nous prêtions serment, on entendait des coups de feu dans la ville de Kigali. C'était le 9. La réunion des partis politiques a eu lieu le 8 et nous y avons passé toute la nuit, nous ne sommes pas rentrés chez nous. Le lendemain matin, nous avons invité le bureau du Conseil national de développement à nous faire prêter serment en présence du Président de la République. Cette cérémonie s'est déroulée à l'Hôtel des Diplomates à Kigali le 9, et nous sommes directement entrés en fonction.

Ce gouvernement s'est donc assigné ... les responsables des partis politiques ont assigné trois tâches à ce gouvernement.

Premièrement, rétablir la sécurité dans tout le pays et arrêter les massacres dans la capitale Kigali et dans les autres préfectures.

La deuxième tâche était de faire en sorte que les Accords d'Arusha soient mis en application, dans un délai ne dépassant pas six semaines, conformément au souhait de l'ONU.

La troisième tâche ...concerne la famine qui sévit partout dans le pays. Dans presque toutes les préfectures du Rwanda, à cause des déplacés de guerre qui ont fui les combats dans la préfecture de Byumba, Ruhengeri ou Kigali-ville, les membres de la population sont confrontés à une famine grave. La troisième tâche du gouvernement était donc de faire de son mieux pour trouver de la nourriture pour la population, pour lui chercher une aide alimentaire en cette période difficile.

Aussitôt après sa mise en place le 9, le gouvernement s'est réuni afin d'adopter certaines mesures urgentes en vue de rétablir la sécurité. L'une de ces mesures était de demander aux Forces armées rwandaises de tout faire pour mettre hors d'état de nuire tous les fauteurs de troubles, qu'il s'agisse de militaires indisciplinés ou de simples civils. On peut dire à présent qu'on peut se féliciter du fait que la sécurité se rétablit de plus en plus dans la préfecture de Kigali. Malheureusement, le FPR Inkotanyi continue de mener des combats dans cette ville. Dans un instant, je vous informerai de l'évolution des combats et de la position des FAR au front.

La sécurité revient peu à peu, mais nous affirmons qu'elle ne sera pas totalement rétablie aussi longtemps que le FPR continuera à se battre. Nous avons essayé de faire comprendre au FPR qu'il faut qu'il arrête les combats, parce qu'il est clair que le problème rwandais ne peut, en aucun cas, être résolu par la guerre. En plus, le FPR ne devrait pas s'imaginer qu'il est en mesure de prendre le pouvoir par la force comme certaines personnes le croient. Le FPR n'est pas suffisamment fort pour prendre le pouvoir au Rwanda par la force tant que les Rwandais, le Gouvernement et les Forces armées ne seront pas d'accord. C'est pour cette raison que l'un des objectifs de ce Gouvernement est de faire de son mieux pour qu'il y ait des négociations, pour que les institutions de transition élargies au FPR soient enfin mises en place. Essayer de prendre le pouvoir et de le garder pour lui seul ne sera pas possible car nous aussi, nous sommes attachés à ce pouvoir, nous le voulons également.

Voici ce que nous avons dit au FPR: "Déposez les armes, venez à la table de négociations et partageons le pouvoir. N'essayez pas de l'accaparer."

Pour revenir à ces négociations, je peux vous dire que par l'intermédiaire de la MINUAR, ces forces de l'ONU qui se trouvent au Rwanda, les Forces armées rwandaises ont rencontré les militaires du FPR à plusieurs reprises. Le FPR pose des conditions difficiles, notamment en disant que ce Gouvernement qui a été mis en place est un gouvernement de tueurs, et qu'il faudrait d'abord le dissoudre. A notre avis, l'expression correcte serait plutôt de dire qu'il s'agit d'un gouvernement de sauveurs. Pourquoi ? Parce que ce gouvernement a été formé le 9, après presque trois jours de massacres : le 7, le 8 et le 9.

Aussitôt après sa mise en place, la priorité du Gouvernement a été de contenir les massacres, et leur ampleur a été effectivement réduite. Si le FPR faisait preuve de bon sens, il comprendrait que le Gouvernement qui a été formé est un gouvernement de sauveurs, parce que ses membres sont venus sauver la population qui est par ailleurs fière de ce Gouvernement, si on considère le soutien qu'elle manifeste à notre égard.

Les Forces armées rwandaises négocient toujours avec le FPR pour voir ensemble comment arrêter les combats afin que des gens innocents, les populations, ne continuent pas à mourir pour rien.

Nous avons envoyé un autre message aux responsables des partis politiques. Considérant ce qui se passait dans la ville de Kigali surtout, les troubles et les massacres, nous étions d'avis qu'ils pouvaient jouer un rôle important en ce qui concerne l'arrêt des massacres. C'est pour cette raison que nous leur avons demandé leur contribution pour nous aider à contenir les massacres, à lancer un appel aux membres de leurs partis pour qu'ils cessent de tuer les gens, de piller et de commettre des actes criminels. Sur ce point, je peux vous dire que les responsables des partis politiques ont vite réagi, car ils se sont réunis le 11 je crois, et ont pris des mesures visant à rétablir la sécurité. Ils ont dit aux adhérents de leurs partis d'assurer leur propre sécurité mais sans pour autant nuire à leurs voisins et à leurs frères. Ils leur ont recommandé d'éviter toute forme de division entre les Rwandais, qu'il s'agisse de divisions ethniques, régionales ou celles résultant simplement de la jalousie ou d'autres facteurs.

Nous avons envoyé également un message aux étrangers qui se trouvaient dans notre pays. Comme vous l'avez appris, après la reprise des hostilités, la plupart de ces étrangers se sont empressés de rentrer chez eux. Ce départ a même causé un certain désordre car

certains pays ont amené des armes lourdes et des militaires sous prétexte qu'ils venaient au secours de leurs citoyens qui étaient en train de se faire tuer au Rwanda.

Sur ce point, nous avons déclaré à ces étrangers qu'ils devraient nous aider au cours de ces moments difficiles que nous traversons, comme ils nous avaient aidé en temps de paix. Nous leur avons dit ceci: " Si vous avez accepté de vivre dans ce pays en temps de paix, c'est maintenant que nous avons plus besoin de vous. Aidez-nous, donnez-nous des conseils et montrez-nous tout ce que nous pouvons faire afin que la paix revienne dans ce pays. " Nous leur disions que ce n'était pas le moment de s'enfuir, de s'en aller mais que c'était plutôt le moment de nous aider à ramener la paix. Toutefois, nous leur avons précisé que le Gouvernement rwandais collaborerait avec les pays d'origine de ceux qui voulaient partir et faciliterait leur rapatriement, sans aucune difficulté.

Des rumeurs se sont alors propagées à l'extérieur selon lesquelles nous faisions des difficultés à certains pays pour le rapatriement de leurs ressortissants. Pour nous, il s'agit d'exagérations et de mensonges car le Gouvernement avait décidé, en collaboration avec les Forces armées, de faciliter le rapatriement de tous les étrangers qui désiraient rentrer, même si nous leur disions : "ce n'est pas le moment de vous encourager à partir, c'est plutôt le moment où vous devriez nous aider. "

Nous avons également envoyé un autre message aux dirigeants des préfectures en leur demandant de le transmettre aux bourgmestres, aux conseillers et même aux responsables des cellules. Nous avons tenu une réunion lundi le 11 avec tous les préfets du Rwanda.

Malheureusement, certains préfets, dont le vôtre, ne sont pas venus participer à cette réunion pour des raisons dont nous n'avons pas été informés. Dans tous les cas, nous avons fait passer le message. Le but de ce message était de demander aux membres de la population de ne pas se dresser les uns contre les autres, de ne pas causer des troubles sur des bases ethniques, régionales ou pour d'autres facteurs susceptibles de diviser les Rwandais, comme je le disais il y a un instant. Nous avons demandé que ce message soit transmis aux bourgmestres, aux conseillers et aux responsables des cellules.

A propos de ce problème concernant les responsables des cellules qui a toujours préoccupé les gouvernements précédents, certains disaient qu'ils ne devaient pas recevoir la prime qui leur avait été promise puisqu'ils sont membres du parti MRND. De notre part, nous sommes d'avis que les responsables de cellules appartiennent à tous les partis parce qu'ils travaillent pour toute la population. Vous êtes des bourgmestres et je pense que vous savez mieux que moi que les responsables de cellules constituent le premier échelon auquel la population fait recours. De ce fait, les priver de cette prime que leur accorde la loi revient à faire fi de leur rôle. C'est pour cette raison que le Gouvernement a pris la décision, bien qu'il soit actuellement à court de moyens, d'inclure les primes des responsables de cellules parmi les dettes qu'il s'engage à régler bientôt. Ainsi, les responsables des cellules pourront s'atteler à leurs tâches, avec la conviction qu'ils sont soutenus par le Gouvernement. Telle est la décision qui a été prise par le Gouvernement après avoir constaté que les responsables des cellules jouent un rôle important dans le rétablissement du calme et de la sécurité dans le pays.

Le message que nous avons donc adressé aux préfets est le même celui qui vous est livré. Nous avons déjà rencontré des bourgmestres dans certaines préfectures. Hier, nous avons commencé par Gitarama et aujourd'hui, nous sommes à Butare. Ce programme s'étendra sur d'autres préfectures. Nous continuerons à demander aux bourgmestres de faire de leur mieux pour :

Premièrement, assurer la sécurité de la population.

Deuxièmement, sauvegarder la souveraineté nationale.

C'est-à-dire qu'ils [les responsables des cellules] doivent empêcher la population de se dresser les uns contre les autres mais ils devront garder à l'esprit que nous luttons contre le FPR, que la souveraineté du pays dépend de la souveraineté de chaque commune. Ils devront savoir qu'il ne serait pas bon qu'une commune quelconque soit infiltrée par l'ennemi, le FPR.

Nous faisons confiance aux membres de la population. Nous espérons qu'ils vont nous aider parce qu'ils en ont la capacité et la volonté. Ils n'accepteront pas que nous retombions sous le joug de 1959.

Un autre message a été délivré lors de la cérémonie de prestation de serment du gouvernement. Il s'adressait aux ministres ayant la sécurité et l'aide dans leurs attributions. Pour les ministres chargés de la sécurité, je parle notamment du ministère de la défense, de la justice et de l'intérieur : Le ministre de la défense a été invité à faire tout son possible pour sauvegarder la souveraineté de notre pays. Cela signifie combattre le FPR Inkotanyi afin de l'empêcher de s'emparer du pays comme si ce dernier

n'appartenait à personne. Il a été aussi demandé à ce ministère de tout faire, avec l'aide de la gendarmerie nationale, pour ramener le calme parmi la population, en commençant par la ville de Kigali. Comme je l'ai déjà dit, cela a été fait parce que le calme revient peu à peu au sein de la population qui assure elle-même sa sécurité. La population s'est organisée dans chaque secteur et dans chaque quartier. On ne peut pas faire 500 mètres dans la ville de Kigali sans rencontrer un barrage routier érigé par les membres de la population pour assurer leur sécurité, défendre la souveraineté de leur pays ainsi que leurs biens, fruit d'un dur labeur. Celui qui croit qu'il peut s'emparer de Kigali se trompe, à moins qu'il ne capture d'abord toute cette population, et cela reste à prouver.

Pour le ministère de la justice, même si cela semble difficile, nous lui avons demandé de faire de son mieux pour commencer les enquêtes enfin que les responsables des actes criminels soient traduits en justice. Il s'agit notamment de ceux qui ont assassiné le Président de la République, le Président du Burundi et les membres de leurs délégations, ainsi que ceux qui sont à l'origine des troubles. Nous voulons éviter des actes de vengeance. Nous disons: "Pas de vengeance, que des enquêtes soient menées et que les auteurs des actes criminels soient poursuivis et punis conformément à la loi. »

L'une des allégations avancées par le FPR, est que la garde présidentielle serait à l'origine de ces troubles que nous avons évoqués. Nous ne sommes pas du même avis ...

FIN DE LA FACE A

FACE B

Orateur : Jean KAMBANDA.

Il se peut que certains d'entre eux se soient mal conduits et que cela ait terni la réputation de tous les autres, mais dans l'ensemble, les membres de cette unité et de toutes les Forces armées ont continué à faire preuve de discipline. C'est pour cette raison que dans le message que nous leur avons adressé, nous les avons félicités pour le courage dont ils ont fait preuve, que ce soit pour défendre l'intégrité territoriale du pays ou pour assurer la sécurité de la population. Nous leur demandions seulement de faire leur mieux pour que la sécurité soit rétablie et pour défendre le pays. Nous pouvons maintenant dire qu'ils ont accompli leur mission ou qu'ils l'ont presque accomplie parce que si on observe l'évolution des combats, on se rend compte qu'il n'y a aucun doute que les Forces armées rwandaises vont vaincre le FPR-Inkotanyi. Lorsque nous le disons, d'aucuns pensent que nous exagérons mais pour quelqu'un qui suit de près cette guerre, qui suit la guerre des médias, il peut remarquer que les journalistes étrangers qui disaient du mal de nous commencent à baisser le ton parce qu'ils ont compris où est la vérité, et la vérité triomphe toujours sur le mensonge.

A Ruhengeri, comme vous l'avez appris à la radio, nos militaires sont dans leurs positions et il leur reste une seule commune à libérer, celle de Butaro. Nous affirmons que d'ici peu, cette commune sera aussi libérée. Certains disent: "nous avons entendu dire qu'il y a aussi des coups de feu qui se font entendre à Cyeru et à Nkumba". C'est

vrai, mais il ne s'agit que de quelques Inkotanyi qui sont restés derrière. Il n'y a aucune attaque dans la commune de Nkumba, ni dans celle de Cyeru.

Dans la zone de Byumba, dans la ville de Byumba, nos militaires n'ont pas encore commencé les combats. Ils sont toujours en train d'assurer la sécurité de la population de cette ville et surtout celle de plus de 1000 élèves qui sont toujours dans cette ville. Donc l'armée assure la sécurité, en attendant de recevoir des instructions pour faire son travail.

Dans la zone de Mutara, les Inkotanyi avaient réussi à entrer dans certaines communes, mais selon les informations qui nous sont parvenues en cours de route, les Forces armées rwandaises se trouvent déjà dans leurs positions, déterminées à les renvoyer vers le Nord d'où ils sont venus.

Dans la région de Kigali, qui je pense, présente plus d'intérêt pour vous ... nous venons de Kigali et on peut dire que la situation est vraiment bonne car le site que les Inkotanyi avaient pris, la colline de Rebero, d'où ils bombardaient plusieurs quartiers de la ville, eh bien cette nuit, les Forces armées rwandaises ont chassé les Inkotanyi de Rebero, si bien qu'ils ne sont plus que dans quelques secteurs, mais là aussi ils sont dispersés. On rapporte leur présence dans les secteurs de Remera et de Kacyiru.

A Remera, pour les gens qui connaissent Kigali ou pour donner une idée à ceux qui ne connaissent pas Kigali, les Inkotanyi étaient logés à Kimihurura, dans le palais du CND. Mais au stade Amahoro, il y avait des militaires de la MINUAR, les militaires des Nations Unies. Il y avait également des militaires de l'ONU à l'hôtel Méridien et à

l'hôpital Roi Fayçal. Quand les Inkotanyi sont sortis du CND, ils se sont dirigés vers ces endroits que je viens de mentionner. C'est d'ailleurs pour cela que beaucoup de gens se sont demandés si les militaires de l'ONU n'étaient pas partiaux. Sinon, comment expliqueraient-ils que ce sont les zones qu'ils occupaient qui ont été prises par le FPR ? Cela a été dit, je ne vous le cache pas. Cela a été dit et nous avons même posé la question aux Belges. Nous avons d'abord posé la question aux gens de l'ONU, de la MINUAR, dans une réunion que nous avons tenue le 11 avec le Représentant adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, un certain KHAN qui est mauritanien si je ne m'abuse, et avec le général DALLAIRE. Nous leur avons remis un message qu'on appelle *" note verbale "* en diplomatie où nous leur disions que nous n'approuvions pas le comportement des militaires des Nations Unies, surtout de certains d'entre eux. Nous leur avons dit qu'il n'était pas normal que le chef de l'Etat ait été tué et qu'ils n'aient pas daigné adresser un message au peuple rwandais, alors qu'ils étaient chargés d'assurer la sécurité de l'aéroport où il a été tué. Ils nous ont donné une réponse évasive en nous montrant quelques documents qu'ils avaient rédigés en nous disant qu'ils ne savaient pas à qui les remettre. Dans ces documents, ils décrivaient la situation, exprimaient leurs opinions, disaient qu'ils regrettaient la mort du chef de l'Etat et que sais-je encore. Ils nous les ont montrés sur place, parce que nous les leur avions réclamés. Nous trouvons ce comportement inadmissible.

Après cela, nous leur avons posé environ trois autres questions.

Nous leur avons demandé : "D'après les informations dont nous disposons, certains de vos militaires ont assisté à des scènes où les Forces armées rwandaises, plutôt les militaires du FPR tuaient des membres de la population, et ils ne leur ont pas porté

secours". Ils nous ont dit: "Cela s'est effectivement produit mais nous n'étions pas en mesure d'aider ces gens qui ont été tués. Nous sommes plutôt allés enlever les cadavres après. » Voilà ce qu'ils nous ont dit.

Nous leur avons posé une autre question: " Selon les informations qui nous sont parvenues, des militaires inconnus qui se trouvaient à bord de votre véhicule portant l'inscription des Nations Unies, ont tiré sur les Forces armées rwandaises." Ils ont aussi reconnu ces faits et nous ont dit que ce véhicule avait été volé par des inconnus. Nous leur avons aussi dit que nous avions reçu des informations selon lesquelles ils auraient aidé les Inkotanyi à prendre certaines zones de la ville de Kigali, notamment la zone connue sous le nom de SONATUBES. Ils nous ont dit qu'il s'agissait de rumeurs, propagées par des gens qui voulaient salir leur réputation, qu'il n'existait pas de preuves irréfutables pour le justifier. Nous leur avons dit cela ouvertement et après nous leur avons donné un document qui contenait le même message, ce que l'on appelle une " *note verbale* ".

Après avoir constaté qu'il n'y avait pas de changement quant aux points que nous avions évoqués ensemble, nous avons écrit une lettre au Gouvernement belge en lui demandant de nous fournir des explications sur le comportement de ses militaires. Nous avions deux problèmes avec les Belges. Il y a des militaires qui sont venus évacuer les Belges qui se trouvaient au Rwanda. Il leur a été difficile de venir à Kigali mais finalement le Gouvernement rwandais a autorisé leur venue. Nous leur avons demandé de venir uniquement rapatrier leurs ressortissants mais sans prendre part aux combats. Nous avons

regretté le fait qu'ils sont venus avec des chars de combats qu'ils ont installés partout dans la ville de Kigali, ce qui a constitué une menace de plus à la sécurité. Nous nous demandions ce qu'ils étaient en train de faire, et pourquoi ils avaient amené ces chars de combat alors que ce n'était pas prévu dans les accords. Nous leur avons demandé des explications sur ce point. Nous leur avons également demandé des explications sur le comportement de leurs militaires dans l'ensemble, surtout sur les informations qui nous apprenaient qu'ils seraient en train de combattre aux côtés des Inkotanyi. Je pense que vous avez appris qu'ils se sont mis en colère. Les Belges se sont vraiment fâchés et ont dit que nous les haïssions, que nous dressions la population rwandaise contre eux. Nous leur avions dit qu'il ne s'agissait pas de haine mais que le mépris devait prendre fin, que nous devions nous respecter mutuellement. S'ils viennent pour une mission, qu'ils ne s'occupent que de celle-là. Si la MINUAR ne doit pas participer aux combats, que ce soit ainsi. S'ils viennent pour évacuer des gens en détresse, qu'ils les évacuent et s'ils viennent rapatrier leurs gens, qu'ils le fassent. Mais à notre avis, le fait de s'immiscer dans les combats, revenait à se mêler des affaires qui ne les concernaient pas. Ou bien encore, s'ils veulent s'en mêler, ils n'ont qu'à le dire officiellement.

Quand nous disons cela, on nous demande: "Pourquoi exagérez-vous?"

Nous disons: « Il faut expliquer aux Rwandais, pour qu'ils comprennent que le Gouvernement qu'ils ont mis en place ne peut pas tolérer que la souveraineté de leur pays soit violée. »

Cela étant dit, je voudrais revenir en arrière pour vous parler de l'évolution des combats à Kigali. Comme vous l'avez appris hier par la radio, il y a des gens qui étaient séquestrés à

l'Hôpital psychiatrique de Ndera que les Forces armées rwandaises ont pu libérer. On m'a aussi dit qu'on a pu neutraliser l'arme qui tirait des obus sur la radio RTLM et sur le centre-ville.

Orateur : Non identifié

Après ce discours, les bourgmestres de Butare ont eu aussi l'occasion de poser des questions en rapport avec cette période de guerre que vit notre pays. Les participants à cette réunion se sont plaints du fait qu'il y avait des gens qui cherchaient refuge dans des églises avec des armes et que cela constituait aussi une menace à la sécurité. Le nouveau préfet de Butare s'est engagé à bien s'acquitter de ses fonctions et il a demandé qu'on lui assure le soutien nécessaire. Le Président de la République a rappelé que chacun doit être le gendarme de son prochain. Il a rappelé que le temps des « je sais tout » et des "je ne suis pas concerné" était révolu.

Au nom des habitants de Butare, le bourgmestre de la commune de Ngoma, Monsieur Kanyabashi, a encore exprimé au Gouvernement le soutien des habitants de Butare. Ils ont aussi félicité l'ancien préfet de cette préfecture. Les gens qui participaient à cette cérémonie ont exprimé le souhait que tous ceux qui aident l'ennemi doivent être combattus et doivent à leur tour être traités comme l'ennemi. Vous suivrez les détails sur cette cérémonie dans nos prochaines émissions.

Orateur : Ephrem Rugiririza (ou Gilbert Rwamatwara ?).

Les Forces Armées Rwandaises n'ont pas éprouvé de grandes difficultés à chasser l'ennemi de la colline de Rebero à Kigali. Ce sont donc les Forces Armées Rwandaises

qui contrôlent actuellement la colline. Sur tous les autres fronts, les Forces Armées Rwandaises tiennent bien leurs positions. Dans le secteur d'opération de Ruhengeri, les Forces Armées Rwandaises ont aperçu des hélicoptères de type (inaudible) utilisés par l'armée ougandaise, tandis qu'à Gasanze vers Nyacyonga, quelques Inkotanyi qui se sont infiltrés ont tué hier 12 civils.

De son côté, le gouvernement tanzanien souhaite que des représentants militaires de deux forces belligérantes au Rwanda se réunissent à la fin de cette semaine en Tanzanie, précisément à Arusha, pour étudier la question du cessez-le-feu et du retour de la paix dans le pays. C'est le Ministère tanzanien des affaires étrangères qui l'a déclaré.
Comme les autorités tanzaniennes le précisent, cette réunion serait également suivie par les représentants de la Belgique, des Etats Unis d'Amérique, de la France, de l'Ouganda, du Zaïre et de la Zambie. Rappelons que le Gouvernement tanzanien a joué le rôle de facilitateur dans les négociations d'Arusha qui ont abouti à la signature de l'accord le 4 août dernier. Cet accord prévoyait notamment l'arrêt des hostilités et même la mise en place des institutions de transition, c'est-à-dire le gouvernement et l'assemblée nationale de transition. Mais cette prévision n'a pas été respecté. Voilà, il y a deux semaines que les hostilités ont été reprises sur tous les fronts y compris à Kigali.

Investiture du nouveau préfet de Butare aujourd'hui, Monsieur Sylvain Nsabimana. La cérémonie a été dirigée par le Premier Ministre Jean Kambanda. Reportage, Cyprien Musabirema.

Orateur : Cyprien Musabirema.

Le Premier Ministre, Monsieur Jean Kambanda était aujourd'hui à Butare où il a dirigé la cérémonie d'investiture du nouveau préfet de cette préfecture, Monsieur Sylvain Nsabimana et a rencontré les bourgmestres, les sous-préfets et les membres du conseil préfectoral de sécurité. La cérémonie a été rehaussée de la présence du Président de la République, Son Excellence Théodore Sindikubwabo. Plusieurs membres du gouvernement étaient également présents à la cérémonie. A cette occasion, le Président de la République s'est adressé aux bourgmestres de Butare et leur a rappelé que nous sommes en guerre et que nous devons nous comporter en conséquence.

Les messages leur transmis par le Président de la République, le Premier Ministre ou un autre membre de son équipe gouvernementale ne doivent donc pas être pris comme de vains mots. Les responsables administratifs à tous les échelons doivent pénétrer ces messages et les mettre en application. Le Président de la République a assuré aux bourgmestres que le gouvernement en place ne sera pas un gouvernement qui donne des ordres au bureau, un gouvernement qui dirige par des communiqués radiodiffusés, mais plutôt un gouvernement de contact avec eux et avec la population toute entière.

S'adressant au nouveau préfet de Butare, le Président de la République qui connaît très bien cette région, car étant originaire de cette préfecture, l'a mis en garde contre un certain mythe qui existe à Butare et les faux bruits qui y sont entretenus, tout cela engendrant une certaine attitude d'irresponsabilité des gens.

Dans son allocution de circonstance, le Premier Ministre, Monsieur Jean Kambanda a rappelé à l'assistance que le pays traverse des moments difficiles. C'est pour cette raison, a dit le Premier Ministre, qu'il était venu apporter à la population de Butare un message de soutien et de paix. Le Premier Ministre leur a donné des explications sur les événements qui ont suivi l'assassinat du Président Habyarimana, notamment la mise sur pied du comité de crise, la mise en place du gouvernement et ses objectifs, les mesures d'urgence prises par ce gouvernement et les différents messages envoyés notamment aux militaires, aux responsables des partis politiques, aux expatriés, aux préfets des préfectures ainsi qu'aux ministres chargés de la sécurité et des affaires sociales.

Le Premier Ministre a précisé que son gouvernement est un gouvernement sauveur qui a tiré le pays du chaos dans lequel voulait le plonger l'ennemi. Parlant de la situation sur le front, il a notamment souligné que tous les points stratégiques de la ville de Kigali, y compris le site de l'hôtel Rebero l'Horizon, sont contrôlés par les Forces Armées Rwandaises. Le Premier Ministre a loué la détermination de la population à gagner la guerre et lui a demandé de continuer à soutenir le gouvernement et les Forces Armées Rwandaises.

Les échanges des points de vue entre le Premier Ministre et les bourgmestres ont porté sur la sensibilisation de la population pour le maintien de la sécurité et la sauvegarde de la souveraineté du pays, les moyens logistiques des communes pour s'acquitter de cette tâche, la normalisation progressive de la vie quotidienne tout en contrôlant les infiltrations des éléments du FPR qui veut toujours inciter la population à des affrontements inter-ethniques, qui lui seraient une brèche pour s'emparer du pouvoir.

Enfin, revenant à la présentation du nouveau préfet de Butare, Monsieur Sylvain Nsabimana, signalons qu'il a 41 ans. Il est originaire de la commune de Mbazi. Ingénieur agronome, il fut professeur à l'Université nationale du Rwanda, puis chercheur à l'ISAR, puis chef de l'Unité opérationnelle de la sous-préfecture de Busoro avant d'être nommé directeur du Projet pilote café, poste qu'il occupait actuellement. Il est marié et père de quatre enfants.

Orateur : Ephrem Rugiririza (ou Gilbert Rwamatwara ?)

Actualités hors de nos frontières : Les affrontements entre les Forces armées burundaises et des civils armés se sont poursuivis aujourd'hui dans plusieurs quartiers périphériques, périphériques de Bujumbura. Pourtant, le pays était demeuré calme après la mort du Président burundais Cyprien NTARYAMIRA le 6 courant à Kigali. Le gouvernement burundais réuni hier par le Premier Ministre Monsieur Anatole KANYENKIKO a pris des mesures pour amener la population armée à déposer les armes comme l'indique un communiqué officiel. Le même gouvernement a lancé un appel aux membres de la mission d'observation de l'Organisation de l'Unité Africaine présents à Bujumbura, afin qu'ils se rendent dans ces quartiers pour y travailler avec les responsables civils et militaires burundais en vue de créer la confiance entre les différentes composantes ethniques.

Orateur : Jules Maurice Kagina.

Les dirigeants de notre pays sont toujours en contact avec la population pour échanger des idées sur les mesures à adopter afin de restaurer la paix sur tout le territoire rwandais. C'est dans ce cadre que le Président de la République et les membres du Gouvernement rwandais ont visité la préfecture de Butare et ont présenté le nouveau préfet de Butare, Monsieur Sylvain Nsabimana.

Dans la ville de Kigali, les pharmacies seront ouvertes chaque jour de 10 heures à 15 heures, comme convenu hier lors de la réunion que le préfet de la préfecture de Kigali-ville, le colonel Tharcisse Renzaho a tenu avec les propriétaires des pharmacies.

(Inaudible) le préfet de la préfecture de la ville de Kigali, le colonel Tharcisse Renzaho a dirigé une réunion des pharmaciens dans la ville de Kigali. Ils ont examiné ensemble comment assurer aux habitants de Kigali un approvisionnement en médicaments. Bien que tous les pharmaciens n'étaient pas présents à cette réunion, il a été décidé que les médicaments seraient vendus à partir de 10 heures jusqu'à 15 heures et que les agents de l'ordre devraient être présents. Le préfet Renzaho a exhorté les pharmaciens à ne pas se décourager et à continuer d'importer tous les médicaments nécessaires comme d'habitude.

Parlant de la période de guerre dans laquelle notre pays se trouve, le préfet Renzaho a une fois encore demandé aux habitants de la ville de Kigali de redoubler d'efforts pour assurer leur sécurité en contrôlant les barrages routiers et en faisant des patrouilles

nocturnes de façon que l'ennemi ne puisse pas s'infiltrer. Le préfet Renzaho a profité de cette occasion pour demander aux gens qui ont abandonné leurs maisons d'y retourner pour aider les autres à combattre l'ennemi et pour éviter que leurs maisons ne servent de refuge ou de cachette à l'ennemi. Le préfet Renzaho a demandé aux habitants de la ville de Kigali de ne pas avoir peur du bruit des bombes. Il leur a conseillé de creuser des tranchées pour s'y réfugier en cas d'explosion des bombes au lieu de courir parce qu' ils risquent de se précipiter vers ces bombes et se faire tuer.

Concernant la situation alimentaire dans la ville de Kigali, le préfet Renzaho a rassuré les habitants de cette ville en leur disant que les vivres commençaient à être disponible sur les marchés. La ville est approvisionnée en pommes de terre petit à petit, les haricots sont disponibles, et d'autres denrées alimentaires seront également disponibles petit à petit.

Pour ce qui est de la situation sur le front, le préfet de la préfecture de la ville de Kigali a déclaré que les Forces armées rwandaises continuaient à repousser l'ennemi. Il a demandé à la population de continuer à les soutenir et d'éviter tout ce qui pourrait servir de brèche à l'ennemi et qui lui permettrait de déstabiliser le pays.

Les réunions que les banquiers et les chefs des stations d'Electrogaz devaient tenir avec le préfet de la préfecture de la ville de Kigali n'ont pas eu lieu.

Nous tenons ces informations de Pierre Nshimyumuremyi, responsable du bureau régional de l'ORINFOR dans la préfecture de la ville de Kigali.

Vous êtes toujours à l'écoute de Radio Rwanda, il est 6 heures et 11 minutes dans nos studios. Nous poursuivons avec l'actualité internationale en bref.

Orateur : Hyacinthe BICAMUMPAKA, Radio Rwanda

...Radio Rwanda. Redoublez d'efforts et assurez la sécurité dans vos quartiers. Nous vous exhortons à être vigilants afin que personne ne s'infiltre dans vos rangs surtout sur les barrières. Nous disons ceci à cause de multiples indices qui prouvent que l'ennemi continue à se déguiser et infiltrer certaines régions du pays. Contrôlez bien chaque personne qui passe, demandez les papiers d'identification sans agresser qui que ce soit, mais ne vous laissez pas intimider par les cravates et les costumes. Pour vous donner un exemple, aujourd'hui dans la ville de Gitarama, on a attrapé cinq Inkotanyi. Ils s'étaient déguisés en portant des uniformes de policiers, mais quand on leur a demandé d'où ils venaient et où ils allaient, ils ont dit : " Nous sommes une escorte ". Parlant toujours de déguisement, ce mardi, des Inkotanyi ont été arrêtés à Ngororero, dans la préfecture de Gisenyi. Souvent, ce qui caractérise ces Inkotanyi qui errent ici et là, c'est qu'ils portent des habits superposés. C'est pour cette raison que vous devez contrôler tous les gens que vous ne connaissez pas qui passent à côté de vous. Ils utilisent beaucoup de ruses pour se déguiser, mais redoublez d'efforts et défendez vaillamment la souveraineté de votre pays.

Orateur : Gilbert Rwamatwara.

Le nouveau préfet de Butare, Monsieur Sylvain Nsabimana a été officiellement investi hier. Les cérémonies d'investiture ont été dirigées par le Premier Ministre lui-même, Monsieur Jean Kambanda et Cyprien Musabirema nous en a fait un reportage hier. Nous vous proposons de le réécouter.

La nuit a été calme et puis la vie reprend de plus en plus son cours normal dans presque tous les quartiers de la ville. Dans le cadre d'encourager la vente des médicaments à la population de la ville de Kigali dans ces moments difficiles que traverse notre pays, le préfet de la préfecture de la ville de Kigali, le Colonel Tharcisse Renzaho, a rencontré hier, au cours d'une réunion, les pharmaciens opérant dans la ville de Kigali.
Même si les pharmaciens n'ont pas répondu nombreux à l'invitation du préfet RENZAHO, les participants à la réunion ont convenu que la vente des médicaments dans les pharmacies de la ville devait reprendre, l'horaire étant fixé de 10 heures du matin à 15 heures du soir. Les agents de sécurité devront être présents pour assurer la sécurité des vendeurs et des acheteurs.

Concernant la situation des denrées alimentaires dans la ville de Kigali, le Préfet Renzaho a affiché un optimisme et a souligné que l'approvisionnement en vivres avait déjà commencé : haricots, et autres aliments de base sont sur le marché, la pomme de terre réapparaît sérieusement dans certains quartiers de la capitale comme il l'a souligné.

Parlant de la guerre qui exsangue actuellement le Rwanda, le Préfet Renzaho a invité la population à rester plus que vigilante pour démasquer et traquer l'ennemi sous toutes ses formes. Il a loué la bravoure des Forces Armées Rwandaises qui tiennent toujours l'ennemi en respect et a invité les habitants de la ville qui ont fui leurs ménages à regagner leurs domiciles pour contribuer à l'effort de guerre en organisant des rondes de nuit et en érigeant des barrières dans leurs quartiers respectifs.

Orateur : Jean Baptiste Bamwanga, journaliste de Radio Rwanda

(Inaudible)... le général major HABYARIMANA a trouvé la mort dans un accident d'avion. Depuis deux semaines déjà, la population rwandaise vit des moments difficiles. Pour vous du parti MDR, quel comportement la population devrait-elle adopter au cours de cette période difficile?

Orateur : Froduald Karamira

Je ne vais pas parler du comportement actuel des membres de la population, je vais plutôt commencer par la manière dont ils se sont comportés. Ils se sont bien comportés. Ils se sont bien comportés à tel point que s'ils n'avaient pas fait ce qu'ils ont fait pendant cette guerre,les gens auraient été exterminés. Les gens auraient été exterminés parce que c'est la population qui a découvert ces listes, les listes des Inkotanyi se trouvant dans certains villages, dans certains secteurs, dans certaines cellules sur lesquelles chaque groupe d'Inkotanyi, chaque membre ajoutait à son nom propre un pseudonyme lui attribué par les Inkotanyi. On a vu ces gens-là, on a découvert ce genre de listes. Les photos de ceux

qui sont allés à Mulindi ont été découvertes de sorte que tous ceux qui sont allés là-bas, ceux qui sont allés subir des entraînements, ceux qui se cachaient parmi la population ont été tous découverts par les membres de la population. Vous comprenez alors que la contribution des membres de la population a été très significative parce qu'ils ont aidé les Forces armées rwandaises à découvrir ces gens qui n'appartenaient pas à une armée régulière et qui se cachaient parmi la population. C'est la population qui les a découverts. Il est arrivé même qu'on découvre ces gens dans les plafonds des maisons de certaines familles. Ça, c'est l'action de la population.

Orateur : Jean Baptiste Bamwanga

Quel est maintenant le comportement qu'elle devrait adopter?

Orateur : Froduald Karamira.

Au sein de notre parti, nous disons qu'il faut respecter tout citoyen innocent. L'innocent n'a pas d'ethnie. Ça c'est mauvais. L'innocent ne doit pas être victime de son ethnie. C'est ce que nous prêchons. Et dans l'ensemble, la population a suivi nos enseignements. Dans certains cas, il y a eu bien sûr des débordements. Il peut y avoir des débordements quand on se trouve face à une situation imprévue. C'est pour cette raison que nous demandons à toutes les autorités et surtout au gouvernement de tout faire pour aider la population, pour visiter la population dans les secteurs en vue de la sensibiliser sur le bon comportement à adopter pour éviter que la situation ne dégénère en affrontements au lieu de défendre les intérêts du pays. C'est ce que les partis, notre parti demande au gouvernement. Alors les partis serviront d'intermédiaire entre la population et les

autorités après avoir recueilli les avis et considérations de chacun. C'est ce que les partis doivent faire.

Eh bien, pour le moment et en général, la population se comporte bien et doit se comporter bien mais elle a un souhait important à exprimer. Cette population, surtout la jeunesse, souhaite que les autorités décident des modalités à suivre et lui fournisse les moyens nécessaires pour qu'elle soit rassemblée et subisse un entraînement militaire pendant au moins trois mois. Cette jeunesse ne demande pas de salaire. Même s'il n'y a pas d'armes à feu, elle se contenterait d'accompagner les militaires au front pour les aider à combattre et à mettre fin à cette guerre.

Cent mille, voire même un million de personnes comme l'a dit quelqu'un, seraient disponibles. L'important est de mettre fin à cette situation de guerre permanente. Maintenant, il s'agit d'une guerre de la population, ce n'est pas une guerre où la population assiste les militaires, elle ne concerne pas uniquement les militaires. Voilà le grand souhait exprimé par de la population.

Une autre chose dont la population parle, elle loue la bravoure des Forces armées rwandaises. Elle les félicite pour avoir découvert ce plan et avoir agi rapidement pour que notre ville ne soit pas prise par ceux qui s'y étaient infiltrés avec l'aide de la population. C'est donc là le message que nous adressons aux Forces armées rwandaises et à leur nouveau commandement.

Orateur : Jean Baptiste Bamwanga.

(Inaudible)... Comme nous parlons toujours de cette question du comportement de la population et de la situation à Kigali ce matin... malgré que des combats soient signalés ici et là dans le pays, la situation est plus préoccupante dans la capitale Kigali où les combats doivent cesser. La population vient de passer deux semaines dans cette ville dans des conditions difficiles. La population ne peut pas s'approvisionner en vivres comme elle le souhaite parce qu'elle n'a pas d'argent comme vous le disiez il y a un moment. Un malade ne peut pas acheter de médicaments. Qu'est-ce que votre parti, le MDR, pense de ces conditions difficiles dans lesquelles se trouvent les habitants de la ville de Kigali depuis deux semaines ?

Orateur : Froduald Karamira

En fait, la vie dans la ville de Kigali ....nous pensons d'ailleurs que parmi les raisons qui ont poussé les gens à fuir, il y a le problème de la famine et celui de ne pas pouvoir s'approvisionner en vivres parce que la plupart des membres de la population vivent de l'argent qu'ils gagnent quotidiennement. Si vous vivez de l'argent que vous gagnez chaque jour et que vous ne pouvez pas obtenir cet argent parce que nous sommes en temps de guerre, il est normal que vous quittiez la ville pour vous rendre dans une région où vous pouvez avoir de quoi vivre. Cela est tout à fait compréhensible.

D'autres n'ont pas pu avoir accès à leur argent, même ceux qui en avaient dans les banques, parce que ces événements sont survenus de manière inattendue. Ceux-là aussi ont eu des problèmes. Mais dans l'ensemble, nous pensons qu'il existe des priorités. Il faut faire en sorte que la route de Nyabarongo, et celle qui mène à Ruhengeri soient

praticables. Nous demandons aux militaires et à la population de faire en sorte que ces deux routes soient ouvertes à la circulation.

Deuxièmement, il faut que la route de Bugesera soit aussi praticable. On s'en occupe d'ailleurs pour le moment. Après, quand ces routes seront devenues praticables, elles vont servir au ravitaillement des parties de la ville auxquelles elles donnent accès.

Troisièmement, quand ces routes seront praticables et que ces zones seront accessibles, les membres de la population pourront regagner leurs propriétés. Ainsi, ils pourront faire des achats, les banques ouvriront les portes et les marchés recommenceront à fonctionner. Bref, la vie reprendra son cours normal mais tout dépendra du rétablissement de la sécurité. C'est-à-dire donc que vous ne pouvez pas demander uniquement aux pharmacies d'ouvrir les portes, parce que seuls ceux qui ont de l'argent pourront acheter les médicaments. Nous souhaitons que la vie se normalise dans la ville, à commencer par les services de l'État qui doivent reprendre leurs activités. Nous avons constaté que les véhicules de l'État, les véhicules des fonctionnaires de l'État ont été autorisés à circuler. On ne peut donc pas poser comme condition préalable la reprise des activités des services étatiques comme par exemple la préfecture de la ville de Kigali, il faut aussi que les autres activités soient reprises petit à petit là où c'est possible...

FIN DE LA FACE B